

# Grèce : socialisme ou fascisme ?

La Syriza (Coalition de la gauche radicale) a cédé complètement, le 13 juillet, au diktat des gouvernements français et allemand. Pour faire avaler cette trahison historique à la classe ouvrière et à son propre parti, Tsipras est rentré avec une vague promesse d'allongement du remboursement.

La Syriza est issu de la fusion d'une aile de l'ex-parti stalinien qui a trahi la révolution socialiste en 1944, avec un certain nombre de groupes ® trotskystes / opportunistes et habitués à capituler devant tout ce qui est populaire à un moment donné. Les mêmes organisations qui, dans le monde entier, ont promu la Syriza et son référendum-bidon, ont soutenu les multiples ® journées d'action / des confédérations syndicales GSEE, PAME et ADEDY, les mêmes qui font croire aux travailleurs américains, français, allemands, italiens ou espagnols que des bulletins de vote peuvent assurer la ® révolution citoyenne / ou la ® révolution fiscale /, n'ont jamais demandé l'annulation pure et simple de la créance de leur propre bourgeoisie rapace sur la Grèce.

La dette de la bourgeoisie grecque n'est pas celle des travailleurs grecs. En soutenant un ® audit /, un ® moratoire /, une ® annulation partielle /, un ® rééchelonnement /, etc. les bureaucraties syndicales corrompues (CGT, CFDT, FO...), les partis sociaux-impérialistes (PS, PdG, PCF) et leurs adjoints centristes (NPA...) reconnaissent le droit des exploités de leur pays à se partager le monde et à opprimer les petites nations. Le PS a ratifié le plan impérialiste à l'Assemblée nationale, avec la caution de quelques députés frondeurs abstentionnistes, aux côtés de LR, de l'UDI, du PRG, d'EELV... Le PS est l'axe du gouvernement au service de l'impérialisme. Le PCF a plusieurs fois participé à des gouvernements impérialistes français. Le fondateur du PdG a été membre d'un de ces gouvernements impérialistes. Pour renverser la bourgeoisie française, il faut construire un nouveau parti ouvrier, révolutionnaire et internationaliste en lien avec les autres travailleurs conscients du monde.

Derrière le FMI et l'UE, figurent les principales puissances impérialistes occidentales, les bourgeoisies d'Allemagne, de France, des États-Unis... L'attitude de l'UE a été fixée lors de la rencontre Merkel-Hollande du 6 juillet. Le gouvernement de coalition CDU-SPD a été intransigent et humiliant sans que le SPD se distingue de la CDU. Le gouvernement PS-PRG a participé directement à l'asservissement de la Grèce. C'est Merkel qui a serré le garrot à Tsipras, mais c'est Hollande qui lui a passé la corde au cou, des hauts fonctionnaires français ayant aidé leurs équivalents grecs à rédiger leurs concessions.

Le plan Merkel-Hollande-Tsipras transforme la Grèce en protectorat avec une mise sous tutelle du pays par le FMI et l'UE, avec des privatisations supplémentaires (50 milliards d'euros) au bénéfice des groupes impérialistes du monde entier. Il frappe, une fois de plus, les travailleurs par l'augmentation de la TVA à 23 % et le report de l'âge de la retraite à 67 ans.

L'autre branche du stalinisme, qui a conservé le nom de KKE (Parti communiste de Grèce), joue un rôle tout aussi catastrophique : refus de tracer une perspective, division des rangs ouvriers, scission des syndicats et chauvinisme pour faire croire aux travailleurs que la sortie de l'euro et de l'UE leur profitera,

comme si le capitalisme dans un seul pays permettait d'échapper aux crises économiques et à la domination étrangère.

Le KKE et la Syriza ont soutenu les diversions des grèves limitées à l'avance à 24 (ou 48) heures, les exutoires des consultations électorales. Ni la Syriza ni le KKE n'ont voulu gouverner ensemble pour annuler la dette, n'ont créé de conseils ouvriers, paysans et étudiants. Le social-patriotisme partagé par la Syriza et le KKE, leur confiance commune dans l'armée bourgeoise hypertrophiée, la capitulation du gouvernement Tsipras et le sectarisme du KKE font le jeu de l'état-major et du fascisme représenté principalement par XA (Aube dorée).

Tous les travailleurs du monde ont besoin d'une internationale communiste pour ouvrir la voie du socialisme mondial.

Les travailleurs de Grèce ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, fidèle à l'héritage de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky et Pouliopoulos, qui se batte pour :

Non à la mise sous tutelle de la Grèce par l'Europe capitaliste et le FMI ! Front unique ouvrier contre le plan Merkel-Hollande-Tsipras ! Grève générale à l'appel de la GSEE, de la PAME et de l'ADEDY jusqu'à l'annulation de la dette et le retrait du plan impérialiste !

Séparation de l'Église et de l'État ! Annulation de la dette publique ! Expropriation des banques et des grandes entreprises, à commencer par les armateurs ! Suppression de la TVA sur les produits de consommation des travailleurs ! Plan économique d'urgence pour satisfaire les besoins sociaux !

Retrait de l'OTAN ! Dissolution de l'armée et de la police ! Armement du peuple contre la police et les fascistes ! Droits démocratiques pour les conscrits !

Augmentation des salaires ! Partage du travail jusqu'à disparition du chômage ! Unité des travailleurs locaux et immigrés ! Une seule centrale syndicale, démocratique et de lutte de classe ! Comités rassemblant tous les travailleurs dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les villages, les universités, pour le contrôle ouvrier et populaire !

À bas l'État bourgeois grec et l'UE capitaliste ! Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités et l'armement populaire ! États-Unis socialistes d'Europe !

15 juillet 2015

